

Le Comité des ministres des Affaires étrangères du Commonwealth (CMAE) sur l'Afrique australe a tenu une réunion spéciale le 16 février à Londres pour examiner la politique du Commonwealth compte tenu des faits nouveaux survenus récemment en Afrique du Sud, dont la déclaration faite par le président de Klerk le 1^{er} février dernier, qui engageait le gouvernement sud-africain à abolir les derniers fondements législatifs de l'apartheid. Le Premier ministre et moi avons tous deux loué le courage et l'initiative dont le Président de Klerk faisait preuve en annonçant ces mesures, et nous nous sommes réjouis également de la détermination des dirigeants noirs à collaborer plus étroitement. Aujourd'hui, je tiens à décrire brièvement au Parlement les travaux de ce comité, présidé par le Canada, et à déposer le communiqué. Le Comité réunissait les ministres des Affaires étrangères de l'Australie, de l'Inde, de la Malaisie, du Nigeria, de la Tanzanie, de la Zambie et du Zimbabwe, le Secrétaire général du Commonwealth et l'ancien ministre des Affaires étrangères de Guyana. En outre, nous avons profité de la participation de Thabo Mbeki, directeur du département international du Congrès national africain, et de Ron MacLean, ambassadeur du Canada en Afrique du Sud.

La situation en Afrique du Sud évolue rapidement et profondément. Un grand nombre de Blancs sud-africains, personnifiés par le président de Klerk, ont fait un examen de conscience et entrepris de modifier non seulement les politiques officielles, mais aussi leurs propres croyances et attitudes.

Beaucoup de Noirs sud-africains, particulièrement M. Nelson Mandela, font preuve d'une générosité et d'une vision extraordinaires chez des gens opprimés depuis si longtemps. D'autres personnes, dont les dirigeants d'Inkatha et du Congrès panafricain, commencent à se montrer plus souples et plus disposés à faire des expériences et des compromis.

D'autres Sud-Africains, Blancs et Noirs, demeurent toutefois victimes de la colère, de l'ignorance et de la peur.

La communauté internationale s'intéresse vivement à l'Afrique du Sud précisément parce que le régime de l'apartheid représente la négation totale de l'égalité fondamentale entre les êtres humains et un instrument unique de discrimination raciale. Si de nombreux Sud-Africains manifestent un remarquable sens des responsabilités en faisant face aux nouveaux défis qui se posent à eux, la communauté internationale, elle, doit exercer son influence avec grand soin. Nous avons toujours le devoir moral de mettre fin à l'apartheid. Toutefois, avec les changements qui s'annoncent, la question de savoir comment contribuer à la réalisation de cet objectif gagne en complexité.